

Merchant qui soutenait que "ni le français ni l'anglais n'étaient appris dans les écoles bilingues".

De l'Association d'Education ne tarda pas à venir le mot d'ordre: refuser d'obéir au règlement. La bataille s'engageait entre le gouvernement de la province et les pères de famille franco-ontariens.

Il y eut dans toute la province et spécialement à Ottawa, deux courants d'opinions sur la tactique à suivre: les uns voulaient un combat sans trêve ni repos, les autres recommandaient une lutte stratégique et graduelle. On adopta la première méthode. Au dire d'un auteur bien informé, il n'y avait pas d'autre ligne de conduite à suivre.

On ne peut pas douter, cependant, de la sincérité des deux groupes, déclare l'historien Lucien Brault.

### *Ottawa donne le ton*

**O**'EST la Commission des écoles séparées d'Ottawa qui donne le ton à la lutte, à cause de la supériorité numérique de son groupe français. Le gouvernement use de représailles, mais la résistance continue comme de plus belle.

"Un jour, afin d'empêcher les instituteurs rebelles au Règlement XVII d'entrer dans les classes, on essaie, sans compter sur la résistance des pères et des mères de famille, de faire occuper l'école Guignes, l'une des principales écoles de la ville, par une vingtaine de constables. A cette nouvelle, tous sans hésiter accourent à la défense de leur école. Après en avoir délogé la police, les mères s'y installent. Organisées en société sous le nom de "Gardiennes des écoles", ces femmes garderont ensuite pendant plusieurs mois les écoles séparées bilingues de la ville, pendant que leurs enfants suivront les classes comme d'habitude." (Archives de l'Association canadienne-française d'Education d'Ontario.)

En 1916, plus de 5,000 enfants quittent les écoles, en guise de protestation, pour n'y retourner qu'après cinq mois. Les garçons

paradent dans les rues avec des pancartes sur lesquelles on peut lire: "NOUS VOULONS NOS ECOLES ! PAY OUR TEACHERS !"

Ils vont ainsi au Parlement et à l'hôtel de ville, tandis que les fillettes, elles, se rendent à l'église pour prier.

### *L'arme nécessaire*

**O**N COMPRIT vite, cependant, qu'il était impossible de mener la lutte à bien sans un journal. C'était le seul moyen de stimuler et d'encourager la résistance, d'envoyer les mots d'ordre à travers la province et d'obtenir ainsi une certaine unité d'action.

Malgré le manque de fonds, un groupe de patriotes résolut d'en fonder un immédiatement. Il comprenait Mgr Louis-Napoléon Campeau, procureur de l'archevêché d'Ottawa; le R.P. Charles Charlebois, O.M.I.; le R.P. Arthur Guertin, O.M.I., curé de la paroisse Notre-Dame de Grâce à Hull; le R.P. A. Lortie, O.M.I.; le chanoine L.-C. Raymond, de Bourget; le curé Siméon Hudon, de Rockland; le juge Albert Constantineau, l'imprimeur C.-S.-O. Boudreau, alors président de l'Association d'Education; Samuel Genest et Alphonse Charron, l'abbé Onésime Lalonde, vicaire à la cathédrale d'Ottawa; M. Onésime Guibord, de Clarence Creek; le R.P. H.-H. Thériault, O.P., d'Ottawa.

Le R.P. Charlebois fut l'animateur et la cheville ouvrière du groupe. Dès la première assemblée, il fit écarter la formule d'un hebdomadaire et accepter celle d'un quotidien. Dès novembre 1912, le Syndicat d'Oeuvres sociales, société éditrice du futur quotidien, était fondé. M. Onésime Guibord, de Clarence Creek, en devint le président; M. Olivier Dion, le secrétaire; MM. Alfred Goulet, d'Ottawa, F.-X. Giroux, de Rockland, et Aldéric Charpentier, d'Ottawa, les directeurs provisoires.

M. C.-S.-A. Boudreau devenait gérant, M. J.-A. Caron, rédacteur en chef, M. Moïse Lavoie, chef de l'information.